

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## La justice face aux recours des partis

**Le compte à rebours a commencé au niveau des différentes Directions de la réglementation et des affaires administratives de wilaya, pour le passage à la loupe des différents recours déposés par les partis politiques. Plusieurs listes électorales ont été rejetées, d'où l'appel qui sera introduit auprès des différentes juridictions.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - L'opération d'étude des recours a été entamée dimanche dernier et a expiré hier à minuit. Il est à noter qu'aux termes de la loi organique relative au régime électoral du 25 août 2016, le rejet d'une candidature ou d'une liste de candidats «doit être dûment motivé, selon le cas, par décision du wali, ou du chef de la représen-

tation diplomatique ou consulaire». L'article 98 de cette loi stipule à son troisième alinéa que «la décision de rejet peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de 3 jours francs, à partir de la date de sa notification». Ce délai est de 5 jours pour les candidats des circonscriptions électorales à l'étran-

ger et doit être introduit auprès du tribunal administratif d'Alger. Selon des indiscrétions, les directions de la réglementation et des affaires administratives de wilaya ont rejeté plusieurs listes électorales, alors que d'un autre côté, des tribunaux administratifs respectifs les ont réhabilitées.

C'est le cas de la wilaya de Béjaïa où cinq listes de candidats aux prochaines élections législatives, initialement rejetées par la Direction de la réglementation et de l'administration générale (Drag) ont été validées par le tribunal administratif près la cour de Béjaïa, après examen de leur

recours. Il s'agit des listes des partis HMS, PT, TAJ, ANR et l'Alliance El-Feth, dont l'intégration va porter à 18 listes l'ensemble des prétendants à la course électorale.

Selon les chiffres fournis par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, le nombre de listes de candidats aux élections législatives est de 1 088, réparties comme suit : 797 listes présentées par 63 partis, 163 listes d'indépendants et 128 listes issues d'alliances. Le nombre de candidats s'élève à 12 591, soit 8 646 hommes (68,67%) et 3 945 femmes (31,33%).

L'âge de la majorité des candidats (64,21%) se situe entre 31 et 50 ans et 55,91% ont un niveau universitaire. Le FLN, RND et TAJ sont les seules formations politiques à avoir présenté des listes dans les 48 wilayas du pays et les 4 circonscriptions électorales à l'étranger.

Le corps électoral s'élève à 23 276 550 électeurs, dont 956 534 électrices et électeurs issus de la communauté nationale à l'étranger. Il devait être «définitivement arrêté» après la période de recours, qui s'est achevée le 19 mars.

A. B.

JOURNÉE D'INFORMATION SUR LA NUMÉRISATION DU LIVRE FONCIER  
ET DES ACTIVITÉS DE LA CONSERVATION FONCIÈRE

## Des millions de documents fonciers numérisés

**L'information de documents fonciers et actes de propriété est en cours d'informatisation, selon les déclarations du ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, le directeur général du Domaine national, Djamel Kheznadji, et le ministre délégué en charge de l'Economie numérique et de la Modernisation des systèmes financiers, Mouatassem Boudiaf, lors de la conférence de presse tenue au ministère des Finances.**

**Mounira Amine-Seka -Alger (Le Soir)** - Cette démarche concernera les informations foncières et celles du patrimoine documentaire foncier, à l'instar des autres régies du ministère des Finances, «un programme soutenu de modernisation et de réforme de ses structures, à travers une démarche innovante, découlant du plan d'action du gouvernement», a déclaré le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi. Une démarche qui permettra la restitution à la domanialité et au foncier de leur rôle éminemment économique. La numérisation se fera via le logiciel MACF en trois étapes : l'introduction des informations de la personne concernée, puis les documents de la propriété et enfin les actes de propriété.

L'étape qui suivra la numérisation des informations relatives aux personnes ayant acquis des logements sera l'application du même procédé sur les informations des biens et des droits des personnes. «Cette démarche se concrétisera dans un souci de cohérence, à travers des actions de solutions intégrées essentiellement d'ordre normatif, conceptuel et organisationnel, dont certaines liées au déploiement sont programmées pour les années 2017-2018», précise le ministre.

Au courant de l'année, la première phase mise en œuvre comprendra plusieurs phases, «la mise en place d'un système d'information par l'introduction de nouvelles technologies de l'information et de l'informatisation des services, les adaptations nécessaires des dispositions législatives et réglementaires, l'harmonisation et la simplification des procédures et méthodes de travail, l'introduction d'un management basé sur la réalisation d'objectifs, la formation des personnels aux métiers clés de l'administration du Domaine national, l'amélioration

de la gestion des ressources humaines et, enfin, la réorganisation des services et le renforcement des structures en matière d'infrastructures et autres moyens de fonctionnement», a souligné le ministre.

Quant à la seconde phase, il a déclaré qu'elle «s'étalera jusqu'à la fin de l'année 2018 et sera consacrée à la réception du système d'information centralisé, après finalisation des travaux au niveau local et régional, à travers la mise en place d'un Centre national de traitement de la documentation foncière (Data Center), ce qui permettra la maîtrise de l'information, sa sécurisation et sa mise à disposition pour le public



Pour une meilleure gestion des informations entre les différentes administrations

de manière instantanée». Selon M. Boudiaf, la numérisation des informations relatives aux biens et aux droits des personnes se fera après avoir fini avec les informations relatives aux personnes qui ont bénéficié de logement. M.

Kheznadji, DG du domaine national, a précisé qu'en ce qui concerne le cadastre, il travaille parallèlement dans le même sens et a déjà atteint l'objectif de 70% dans les zones sahariennes, 80% dans les zones steppiques et environ

50% dans les zones urbaines. Cette opération a permis de dresser un diagnostic qui a identifié les dysfonctionnements dont souffre la conservation foncière, dus à l'exécution du travail manuel qui a engendré, tant sur l'aspect quantitatif que qualitatif, des répercussions négatives.

Cette démarche permettra une meilleure gestion des informations entre les différentes administrations via l'intranet. Cette opération ne prendra pas beaucoup de temps, selon un membre du ministère, puisqu'il s'agit de la numérisation de 77 volumes par jour. L'action se généralisera sur tout le territoire national, ce qui permettra une meilleure transparence et assurera une sécurité juridique renforcée des transactions immobilières, réduira les délais de traitement des actes soumis à la publication et ainsi à la délivrance d'informations aux usagers de la conservation foncière.

M. A.-S.

## RÉSEAU DE SOUTIEN AUX ÉLÉMENTS D'AQMI DÉMANTELÉ À DELLYS

## Vers l'extinction du terrorisme à l'est de Boumerdès

**C'est un véritable travail d'équipe que viennent de réaliser, avec succès, les policiers de Boumerdès, Dellys et Zemmouri contre le résiduel du terrorisme de la katibat El Ansar. En effet, les éléments de la BRI (Brigade de recherches et d'intervention) dépendant de la Sûreté de la wilaya de Boumerdès et les BMPJ (brigades mobiles de la police judiciaire) de Dellys et de Zemmouri, dans la wilaya de Boumerdès, ont mis hors d'état de nuire un important réseau de soutien aux éléments de la katibat El Ansar, affiliée à Aqmi.**

C'est ce qu'indiquent nos sources. Toujours d'après ces dernières, ce réseau comprend 14 individus, âgés entre 20 et 52 ans, tous originaires de la ville de Dellys à l'extrême est de la wilaya de Boumerdès. Ce groupe transmettait aux terroristes des informations sur les déplacements des services de sécurité, assurait le transport de ces terroristes, parfois jusqu'à Bouira, et leur acheminait vivres et médicaments. Les 14 éléments ont été présentés,

jeudi, devant le procureur du tribunal de Dellys qui les a inculpés de crimes et d'adhésion à un groupe terroriste, d'appartenance à une association criminelle et de non-dénonciation d'actes criminels.

Le magistrat les a ensuite placés sous mandat de dépôt. Comme ce groupe de soutien a été neutralisé à Dellys, quelques jours seulement (le 5 de ce mois) après l'opération réussie qui a vu l'élimination de deux terroristes et la capture de deux autres vivants, d'aucuns penseront que cette neutralisation est la conséquence de cet assaut. C'est le contraire. En effet, selon nos informations, les policiers ont eu connaissance d'une information sur les activités de ce groupe de soutien.

Après l'entame de leurs investigations, ils ont appris que les 4 hommes armés s'apprétaient à faire mouvement vers la ville de Dellys, c'est alors que l'opération de neutralisation a été confiée à des groupes spéciaux d'intervention de l'armée et de la police.

Par la suite, les policiers de la BRI et des deux BMPJ, citées plus haut, ont continué leur enquête pour réaliser le démantèlement de cette cellule de soutien. La neutralisation de groupes de soutien est très importante dans la

lutte anti-terroriste. Tout officier en charge de la lutte contre le terrorisme dans notre pays vous dira inmanquablement que la neutralisation d'un groupe de soutien est plus importante que l'élimination de toute une seriate (cellule des terroristes). D'abord, ce sont des terroristes à part entière puisqu'ils activent contre la sécurité du pays et de la population et participent aux meurtres ou aux destructions que commettent les éléments armés.

De plus, non seulement ces groupes de soutien assurent aux éléments armés la logistique, ils sont par ailleurs leurs yeux, par conséquent leurs guides leur permettant de se mouvoir dans un environnement donné. Plus grave, ils constituent le vivier de recrutement. Les cellules de soutien sont essentielles pour les groupes armés. La bataille contre Aqmi, Daesh et consorts se gagne à ce niveau.

Avec leur succès, les policiers de Dellys, Zemmouri et Boumerdès ont probablement réalisé l'extinction du terrorisme dans la région de l'Est de la wilaya de Boumerdès.

Pour la population de cette localité, la katibat El Ansar ne sera qu'un très mauvais souvenir à oublier.

Abachi L.